

Quels musulmans, quelle laïcité, dans quelle France ?

À propos d'un Colloque à venir sur "Les représentations médiatiques de l'islam et des musulmans".

L'Université de Versailles va accueillir en juin 2018 un Colloque International et interdisciplinaire, portant sur "*les représentations médiatiques de l'islam et des musulmans*"¹.

Le sujet donnant lieu à fortes controverses en France, j'ai parcouru avec attention l'argumentaire de l'Appel à communications. Il est en effet important que l'Université soit, sur des sujets de société aussi clivants, un lieu de réflexion dialectique, prenant en compte toutes les contradictions.

1) De l'islamophobie, du racisme et des femmes voilées

L'argumentaire de l'Appel à communications interpelle d'emblée par la place nodale, le statut d'évidence qu'il accorde à la notion d'"islamophobie". Évoquant l'absence en France de statistiques officielles sur la diversité ethnique et religieuse (un choix républicain qui, précisons-le, n'empêche nullement de prendre en compte les actes et propos racistes), il affirme qu'il a "*pour effet malencontreux de rendre invisibles les inégalités sociales et culturelles*", et que "*la difficulté d'objectiver le racisme en général s'articule avec celle de reconnaître l'islamophobie en particulier*".

Or le terme d'*islamophobie*, très utilisé par les uns, est extrêmement critiqué par les autres du fait de son caractère syncrétique: ses utilisateurs tendent souvent à assimiler à des expressions de rejet raciste (propos et actes anti-arabes, anti-maghrébins et anti-musulmans) toute critique pourtant légitime:

- de l'islam (à l'instar de toutes les religions),
- de l'intégrisme musulman (à l'instar de tous les intégrismes religieux),
- de l'extrémisme terroriste islamique qui s'inscrit essentiellement dans la conception wahhabite de l'islam, cristallisée en Arabie saoudite (Daech, Boko Haram, Al Qaida, Shebab..),
- du projet politique islamiste radical (porté notamment par la confrérie des *Frères Musulmans*) qui entend faire sortir l'islam du seul champ de la foi religieuse et l'imposer comme une réalité totalisante à tous les aspects de la vie en société et de la vie privée. L'islamisme radical a été

¹ http://www.chcsc.uvsq.fr/centre-d-histoire-culturelle-des-societes-contemporaines/langue-fr/actualites/appel_s-a-communications/les-representations-mediatiques-de-l-islam-et-des-musulman-e-s-408177.kjsp

l'objet d'analyses critiques vigoureuses et rigoureuses de citoyens de foi et de culture musulmane (par exemple ², ³).

L'illustration choisie sur *Twitter* pour annoncer le Colloque comporte trois images de femmes voilées aux couleurs de la France. Ce triptyque de femmes voilées suggère que les musulmans et l'islam seraient représentés par des femmes voilées, et que la femme musulmane française serait nécessairement une femme voilée.

Quid de nos nombreuses concitoyennes de foi musulmane dont les cheveux et le cou ne sont pas cachés par un tissu : elles ne seraient pas musulmanes ? Quid de toutes celles qui en France et dans le monde se battent contre son usage ? Ne sont-elles pas victimes de discrimination quand elles sont harcelées, punies, voire assassinées, parce qu'elles refusent de le porter ?

Cette question, cruciale, ne semble pas être au programme du Colloque.

Pourtant, objectivement, le voile dit islamique n'est pas une prescription religieuse (selon l'Université Al Azhar), il est sexiste (il est arboré seulement par les femmes), discriminatoire (il marque les femmes qui le portent comme "musulmanes" en tout lieu et à tout moment) et, surtout, il constitue l'une des premières obligations de la loi politique religieuse, dite *charia*, en vigueur dans les théocraties musulmanes ⁴. Des faits indubitables dont on doit tenir compte quand on parle des représentations de l'islam et des musulmans.

II) Islamophobie et laïcité

L'argumentaire relie la notion d'islamophobie à celle de laïcité, dont les organisateurs semblent imaginer qu'ils détiennent l'authentique définition:

"La difficulté d'objectiver le racisme en général s'articule avec celle de reconnaître l'islamophobie en particulier, en raison notamment d'une lutte de définition autour du concept de laïcité. Le début des années 2000 correspond à l'émergence d'une "nouvelle laïcité", ou néo-laïcité, qui s'oppose explicitement à la laïcité promue par la loi de 1905 (Baubérot, 2015)".

L'authentique laïcité serait donc définie par Jean Baubérot, et non par Henri Peña Ruiz, dont la conception est pourtant respectueuse de la loi de 1905 (assortie de la loi de 2004 sur l'interdiction des signes religieux à l'école, qui épargne aux enfants d'être précocement impliqués dans des conflits de religion et aux petites filles un enfermement précoce sous le voile).

"La laïcité", dit Henri Peña Ruiz, "se définit très simplement par trois principes indissociables :

☐ **la liberté de conscience** – un croyant est libre de croire en Dieu, mais il n'engage que lui dans cette croyance ; un athée est libre de nier l'existence de Dieu et de n'affirmer qu'un humanisme athée, mais il n'engage que lui dans cette affirmation;

² Mohamed Louizi (2016). Pourquoi j'ai quitté les Frères musulmans, Michalon.

³ Mohamed Louizi (2017). Plaidoyer pour un islam apolitique. Michalon.

⁴ Leïla Babès (2004) *Le voile démystifié*. Bayard jeunesse

□ **l'égalité de droit** sans distinction de conviction spirituelle et l'union des croyants divers, des athées et des agnostiques dans la participation à une sphère publique uniquement dévolue à l'intérêt général.

□ **Le bien commun, la res publica**, nous permet de dépasser les communautarismes, de nous retrouver dans une sphère publique qui, dans sa neutralité et son indépendance par rapport à toute conviction particulière, permet de fonder la vie commune sur ces trois principes.

À partir de là, la laïcité, c'est le principe qui unit tout le peuple (laos, en grec). Son étymologie renvoie à l'unité indivisible de la population, l'union du peuple, sans nier les différences, mais en invitant à considérer au contraire qu'en amont des différences, nous sommes tous des êtres humains, dotés de droits et de devoirs. Liberté, égalité, universalité de la puissance publique : voilà le triptyque qui définit la laïcité⁵.

La conception de Henri Peña Ruiz, dont nous sommes nombreux à nous revendiquer⁶, serait donc selon les auteurs une "néo-laïcité" "qui s'oppose explicitement" à la loi de 1905, et qui serait (est-il dit plus loin dans le texte), l'expression de la "sacralisation de plus en plus forte de la laïcité en quasi religion civique". Que voilà une beau renversement : la laïcité qui tient à distance citoyenne et civique les religions serait une... quasi-religion.

Trêve de sophisme et de jugement à l'emporte-pièce. Ces deux interprétations de la loi de 1905 et ces deux conceptions de la laïcité élaborées par Baubérot et Peña Ruiz⁷ ne sont ni vraies ni fausses, mais elles sont divergentes: elles n'accordent pas la même place aux religions, ne dessinent pas la même société française, et ne répondent pas de la même façon à la question de la montée des revendications de l'islam, religion non sécularisée et aux nombreuses extensions politiques, très différente du pouvoir de l'institution catholique auquel la loi de 1905 avait mis un frein.

Selon les organisateurs du Colloque,

"Ce conflit entre laïcité et néo-laïcité rend difficile la reconnaissance de la différence dans une société qui est de plus en plus multiculturelle (...), et conduit à des tensions entre les valeurs toutes deux protégées par l'État que sont la liberté d'expression et la liberté religieuse".

Surprise: **la liberté de conscience**, valeur pourtant princeps de la loi de 1905, n'est pas nommée ici.

C'est pourtant elle qui assure à chacun le droit de croire et de ne pas croire, de n'avoir aucune religion, de changer de religion, de critiquer et de se moquer de toutes les religions, car la France n'admet pas la notion de blasphème. La religion musulmane, elle, interdit l'athéisme, l'apostasie, la critique de la religion et le blasphème. Elle ne conçoit pas la liberté de conscience.

Quant à l'explication des indéniables tensions, elle met en relief le refus de "la différence" en regard d'une société devenue "multiculturelle". Or la diversité multiculturelle n'a jamais posé de problèmes

⁵ http://www.lepoint.fr/societe/la-laicite-n-a-rien-d-ambigu-25-01-2016-2012475_23.php

⁶ Monique Plaza (2016). Une France laïque, républicaine et démocratique. <https://blogs.mediapart.fr/edition/la-laicite-un-principe-fondateur/article/130116/une-france-laique-republicaine-et-democratique>

⁷ Monique Plaza (2015). La laïcité selon Jean Baubérot et Henri Peña Ruiz. <https://blogs.mediapart.fr/monica-m/blog/280515/la-laicite-jean-bauberot-et-henri-pena-ruiz>

en France, pays de brassages, de migrations, de mariages mixtes, qui revendique la citoyenneté républicaine et non l'ethnie ou le droit du "sang".

Par contraste, l'explication des auteurs ne fait aucunement mention de l'infiltration d'un islamisme prosélyte et offensif, venu notamment de l'Arabie saoudite, du Qatar et de plus en plus de la Turquie, et qui prétend imposer aux citoyens de foi musulmane de vivre sous la *charia* et non sous la loi républicaine.

Les signes de cette infiltration islamiste prosélyte (dont le voile est un marqueur, pour ne pas dire LE marqueur) ont été mis en évidence par des personnes de foi et de culture musulmane qui les observent avec inquiétude dans les sociétés en cours de radicalisation islamiste au Moyen Orient, au Maghreb ou en Asie. La Turquie est aujourd'hui un laboratoire d'islamisation radicale galopante, sous la férule de M. Erdoğan, appartenant à la confrérie des *Frères Musulmans*.

III) De l'impossibilité pour les musulmans de s'intégrer à la République ?

Les auteurs de l'Appel, chez qui l'occultation de l'islamisme offensif et prosélyte s'apparente moins à un déni qu'à une forclusion (*c'est à dire une absence radicale de conception, un impensé*), envisagent comme une preuve d'intolérance ou de racisme le fait que les sociétés séculières et laïques comme la France, où seule s'impose la Loi de la République et en aucun cas celles des religions, exigent des

"musulman.e.s de s'intégrer et d'adapter leur religion ou leur culture aux valeurs "républicaines" ou "occidentales".

Ils oublient que nombre de nos concitoyens de foi musulmane sont pleinement *intégrés*, vivant leur foi dans la spiritualité, l'intimité et non dans l'ostentation d'une orthopraxie religieuse, et qu'ils sont pleinement en accord avec le contrat social républicain de la France, tout en parlant aussi la langue de leurs pays d'origine et en partageant leurs traditions culturelles.

Ils semblent aussi ignorer les alertes envoyées par ces concitoyens sur le caractère oppressif d'une religiosité qui détruit toute liberté de conscience, et transforme l'"être musulman" en une espèce d'ethnie.

Ces musulmans extrêmement attachés à la laïcité et critiques de l'intégrisme se font d'ailleurs traiter par les musulmans intégristes et les militants islamistes de *"collabateurs, informateurs indigènes, traîtres, harkis, Bounty"*, ce qui n'émeut ni n'alerte guère les *"antiracistes"* jamais avares de critiques de l'Occident, de la France, des *"féministes"*, et toujours ardents défenseurs des *"femmes voilées"*.

Cette représentation des musulmans semble imprégnée d'une idéologie paternaliste (on pourrait évoquer, par taquinerie, une séquelle de néocolonialisme protecteur) qui pose nos concitoyens musulmans comme des victimes de l'Occident, des êtres nécessairement *"différents"* des autres qu'il faudrait protéger en changeant radicalement notre cadre culturel.

Dotés de traits culturels et culturels peu ou non intégrables à la société française et plus largement occidentale, *"les musulmans"* relèveraient en somme d'une laïcité réduite à une liberté de religion et non plus à la pleine liberté de conscience. Ils n'auraient pas le droit inaliénable à l'émancipation, ni à l'égalité des hommes et des femmes, valeurs *"occidentales"* et *"néo-coloniales"*, relevant de surcroît d'un *"féminisme bourgeois et blanc"*, et donc méprisables, surannées et obsolètes...

IV) De la race et du racialisme

Les organisateurs du Colloque s'inquiètent des

"glissements discursifs qui s'opèrent entre la figure du "musulman", de "l'Arabe" et d'autres termes, ainsi que les façons dont les musulman.e.s sont perçus de manière racialisée".

Le problème est qu'ils n'envisagent pas une seconde que cette "racialisation" soit moins le fait des citoyens non musulmans (toujours et à jamais, pour des siècles et des siècles, imprégnés d'idéologie "néo-coloniale") que celui des diktats islamistes radicaux prosélytes. Ces derniers veulent imposer aux citoyens de foi musulmane d'être identifiables au premier coup d'œil comme "musulmans", et différents des citoyens non musulmans, par leur vêtue, leur alimentation, leurs prières de rue, leur rejet de la mixité, leur impossibilité pour certains de saluer les non musulmans ou de serrer la main des femmes, leur mécontentement devant le fait que leurs enfants bénéficient d'enseignements en contradiction avec le Coran, leur refus d'être enterrés à côté de non musulmans.

Bref, ils n'envisagent pas que la "racialisation" soit aussi (et surtout) façonnée par les habitus d'homogénéisation forcée issus de la *charia*, dont ils ne veulent pas voir qu'ils sont éminemment discriminants à l'égard des non-musulmans et souvent antinomiques des habitus culturels de la majorité des citoyens français qui, rappelons-le, sont plutôt agnostiques et préfèrent, quand ils sont croyants, vivre leur foi dans l'intimité afin de respecter les croyances et non croyances des autres.

Les guerres de religion, nous n'en voulons plus.

Notre pays laïque et républicain a édifié au cours du temps des principes et des valeurs que nous devons défendre pour **TOUS** les citoyens vivant dans ce pays, sans exception.

Il pose l'égalité des hommes et des femmes, et non la "complémentarité" dissymétrique et hiérarchique revendiquée par la plupart des intégrismes religieux et toutes les théocraties musulmanes.

Il pose le primat de la citoyenneté sur les appartenances communautaires, raciales, ethniques ou religieuses.

Il définit la même loi pour tous les citoyens, quels que soient leur genre, leur classe, leur couleur, leurs pratiques de spiritualité.

Il assure la liberté absolue de conscience en séparant le spirituel et le religieux, la loi et les règles religieuses.

Il a permis l'essor d'une pensée des Lumières, capable de concevoir contradictions, doute, autocritique: de limiter le pouvoir totalitaire et liberticide des dogmes.

Hélas, certains intellectuels et universitaires de gauche, sous le prétexte que ces principes ne sont pas bien ou suffisamment appliqués, ont entrepris non de les contester mais de les éroder, afin d'adapter notre société "à l'islam et aux musulmans" (en fait, à leurs propres représentations des musulmans). Ce faisant, ils manifestent un curieux tropisme vers les théocraties islamiques,

semblant oublier que ces dernières réduisent la Loi à un ensemble de règles religieuses d'interdiction et de prescription, issues de commandements censés être divins, et donc incontestables et irréfutables. Une Loi religieuse qui interdit l'athéisme, l'apostasie, le blasphème, permet de lancer des *fatwas* contre des écrivains ou des dessinateurs (l'équipe de *Charlie Hebdo* en est morte en janvier 2015), et qui régent la vie entière des personnes, ne leur accordant ni liberté de conscience ni libre arbitre.

Cette idéologie "*protectrice des musulmans*" est tout à fait en phase avec le projet islamiste radical, partageant avec lui un objectif de remise en cause de notre pacte social républicain.

Pour terminer, quelques mots de Fawzia Zouari, docteur en littérature française et comparée à la Sorbonne, romancière franco-tunisienne et musulmane, qui aurait toute sa place de conférencière dans ce Colloque :

"Je déplore un certain discours de la gauche française qui fait des musulmans des victimes ou des protégés. Je récusé les plaidoyers de certains avocats d'office qui veulent voir en nous les nouveaux damnés de la terre. Pourquoi ? Parce que cela nous empêche de dire ce qui ne va pas chez nous. Parce que cela nous déresponsabilise et soumet ceux, parmi nous, qui appellent à l'autocritique, à l'accusation d'islamophobie. Parce que cela nous empêche de devenir acteur et sujet de notre Histoire. Insidieusement, cette attitude de solidarité ne fait qu'instituer une sorte d'omerta sur l'islam, d'occulter la "question musulmane" et de nous exclure du débat.

*Le plus grave, c'est que la révolution rétrograde en matière des droits des femmes gagne l'Europe. Il y a des quartiers où on ne serre pas la main des femmes, où vous ne pouvez vous mettre à la terrasse d'un café pendant le ramadan. On est dans un pays laïque, où l'égalité des statuts est réel, où la mixité est obligatoire. Quand vous vous retrouvez dans certains quartiers comme si vous étiez dans la médina de Tunis, vous vous dites : mais pourquoi ai-je fait le voyage ? J'ai écrit un petit texte sur la solitude des musulmans laïques. On se sent seuls. Le féminisme français est à l'épreuve des islamistes. Lors d'un récent débat radiophonique, sur quatre femmes, j'étais la seule à me prononcer contre le voile islamique."*⁸

⁸ interview de Fawzia Zouari. <http://www.telerama.fr/idees/femme-et-islam-fawzia-zouari-une-guerriere-sur-le-front-de-la-laicite,142361.php>